

COMMUNIQUÉ À L'INTENTION DE NOS AFFILIÉ·ES

Les élèves se mobilisent pour leur avenir et pour l'école !

Bouge, le 7 octobre 2026

Depuis plusieurs jours de nombreux jeunes revendiquent et manifestent dans l'espace public. Ils dénoncent la précarisation galopante des familles qui les touche directement et le saccage méthodique de l'école émancipatrice par la majorité au pouvoir en FWB. Ils refusent l'avenir obscur et précaire que le néolibéralisme leur propose comme horizon avec son lot d'ubérisation et de destruction du droit du travail.

Ce mouvement se place dans la continuité des luttes menées par les personnels de l'enseignement depuis plusieurs années. Il prolonge plus spécifiquement les manifestations contre le décret programme 2 en juin 2026 qui virent élèves et enseignants manifester solidairement contre les mesures iniques du gouvernement et subir la même répression violente.

L'école a la mission de former les jeunes à devenir des citoyens capables de contribuer au développement d'une société démocratique et solidaire. Ces manifestations sont constitutives du droit de chaque citoyen de contester et d'exprimer son opinion. Quoi de plus citoyen en effet que de prendre collectivement en main une problématique qui nous concerne toutes et tous ?

Dans ce contexte, nous appelons nos affilié·e·s à :

- ne pas se focaliser sur des événements sporadiques au risque d'invisibiliser les revendications légitimes de la jeunesse et des personnels de l'enseignement.
- réfuter absolument l'hypothèse selon laquelle les jeunes seraient sous influence et incapables de penser par eux-mêmes. Les élèves et les étudiants n'ont pas besoin d'être chauffés "par certains" pour bien concevoir que, par exemple, la hausse considérable du minerval ou la fin de l'abonnement TEC à 12 € va les pénaliser durement.
- envisager de s'impliquer dans toute initiative qui permettrait localement aux élèves d'exprimer leur légitime colère et leurs revendications dans un cadre sécurisé et exempt de violence, notamment :
 - ✓ en réalisant syndicalement un arrêt de travail en première heure pour encadrer les élèves devant l'école (leur permettre de s'organiser, leur faire prendre conscience des questions liées à leur sécurité, ...).
 - ✓ localement, en organisant dans les murs de chaque école une assemblée d'élèves pour leur permettre de discuter, d'échanger, de s'écouter ou même de s'organiser.
 - ✓ si votre école est d'accord, en mettant temporairement un local à la disposition des élèves pour qu'ils puissent se voir et échanger.

- agir en se conformant à la position adoptée par le comité communautaire le 17 avril 2026 :
"La CSC-Enseignement rappelle dès à présent son opposition à toute forme de violence sur les personnes et les biens, ainsi qu'à toute modalité d'action susceptible d'instrumentaliser ou de contraindre les élèves ou les étudiants".

Celles et ceux qui dirigent ce pays devraient d'abord écouter cette jeunesse et les représentants des secteurs concernés. Ensuite construire un projet pour dessiner avec eux une trajectoire positive pour l'avenir. Une réponse qui prendra en considération les questions scolaires, mais aussi les questions sociales, est indispensable et urgente.

La réponse ne peut être ni la répression, ni le maintien de l'ordre.

La réponse doit être politique. Pour ce faire, il faut accepter de faire des pas vers l'autre, le reconnaître comme interlocuteur légitime, et descendre de sa posture en surplomb.

Le gouvernement s'enferme depuis plus d'un an dans sa logique à la fois verticale et anti-sociale. Le chaos actuel est par conséquent de son entière responsabilité.